

JANVIER 2016  
n°246

### SOMMAIRE

Pages 1 à 2 :

**Fiscalité : la nouvelle donne suite aux lois de finances.**

Pages 2 à 3 :

**Marchés financiers : bilan 2015 et perspectives 2016.**

Page 4 :

**Panorama des marchés financiers et chiffres clés.**

Nous vous remercions de votre confiance et vous présentons nos meilleurs vœux pour cette Nouvelle Année.

## FISCALITE : LA NOUVELLE DONNE SUITE AUX LOIS DE FINANCES

**S**uite aux promulgations de la loi de finances pour 2016 et de la loi de finances rectificative pour 2015, l'environnement fiscal des particuliers est modifié comme suit :

### Les mesures applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2016 :

- **Obligation d'acquitter ses impôts par prélèvement (mensuel ou à l'échéance) ou par téléversement** dès lors que le montant excède 10 000 € en 2016, 2 000 € en 2017, 1 000 € en 2018 et 300 € en 2019.
- **Nécessité de déclarer ses revenus en ligne** pour les contribuables dont le revenu fiscal de référence excède 40 000 € en 2016, 28 000 € en 2017, 15 000 € en 2018. En 2019, la déclaration en ligne sera obligatoire pour tous les contribuables.
- **Prorogation du dispositif Malraux** jusqu'au 31 décembre 2017.
- **Prorogation du crédit d'impôt transition énergétique (CITE)** jusqu'au 31 décembre 2016.
- **Extension du prêt à taux zéro (PTZ) aux acquisitions de logements anciens sous conditions de travaux.** Le PTZ peut désormais financer 40 % du montant total de l'opération.
- **Prorogation du dispositif éco-PTZ** jusqu'au 31 décembre 2018.

- **Prorogation du dispositif Girardin entreprise** jusqu'au 31 décembre 2020 dans les DOM et jusqu'au 31 décembre 2025 dans les COM.
- Mise en place d'un **mécanisme de lissage des impôts locaux** en faveur des retraités aux revenus modestes.
- **Déductibilité de la perte en capital** subie en cas de non-remboursement d'un prêt participatif.
- **Modification du dispositif ISF-PME qui devient réservé aux investissements dans des sociétés de moins de 7 ans.** Les sociétés ayant une activité de construction d'immeubles en vue de la revente ou de la location ne sont plus éligibles.
- **Prorogation de l'exonération des plus-values de cession d'immeubles destinés au logement social** jusqu'au 31 décembre 2016.
- **Diminution de l'abattement forfaitaire de 71 % à 50 % sur les recettes pour les loueurs de gîtes ruraux non classés en meublés de tourisme.**
- **Elargissement du champ des titres éligibles au PEA-PME**, tels que les obligations convertibles, les obligations remboursables en actions et les parts de fonds européens d'investissement à long terme.

#### Les mesures applicables à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016 :

- **Exonération des plus-values sur les cessions de SICAV et FCP monétaires** réalisées entre le 1<sup>er</sup> avril 2016 et le 31 mars 2017 sous condition de réemploi du produit de la vente sur un PEA-PME pour une durée minimum de 5 ans.

#### Les mesures applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016 :

- **Dégressivité des APL en fonction du montant du loyer.**

#### Les mesures applicables à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2016 :

- Détermination des modalités de mise en place du **prélèvement à la source de l'impôt** sur le revenu pour 2018.
- **Prise en compte des ressources et du patrimoine du demandeur pour le calcul des APL.** Les APL seront dégressives si le patrimoine du demandeur est supérieur à 30 000 €.
- **Suppression des APL, ALS et ALF** pour les étudiants rattachés au foyer fiscal de leurs parents lorsque ces derniers sont **redevables de l'ISF**.

## MARCHES FINANCIERS : BILAN 2015 ET PERSPECTIVES 2016

**P**our l'investisseur européen, l'année boursière 2015 fut assez décevante puisque les actions européennes ont enregistré une performance modeste de 4,50 %. Pourtant, l'année avait débuté en fanfare avec une progression des marchés boursiers de près de 25 % en moins de quatre mois. Cette embellie était la conséquence d'une conjonction de facteurs favorables, dénommée « ajustement des planètes », qui consistait en une baisse concomitante des taux d'intérêt, des prix du pétrole et de l'euro face au dollar. A partir de mi-avril jusqu'à début août, les marchés ont entamé une phase de consolidation qui s'est soldée par un repli de l'ordre de 5 %. Entre le 6 août et le 24 août, les valeurs européennes ont décroché de près de 20 % suite aux craintes nourries autour du ralentissement de la croissance chinoise. Fin septembre jusqu'à début novembre, les bourses européennes ont récupéré une bonne partie des pertes du mois d'août en enregistrant un gain de 15 %. En décembre, les marchés européens ont connu un nouvel accès de faiblesse, accusant un repli de 10 % suite à la déception provoquée par les déclarations du président de la Banque Centrale Européenne, Mario Draghi.

**L'évolution du marché américain fut nettement moins heurtée** avec une stagnation des cours jusqu'à la mi-juillet avant de connaître, en août, un repli brutal de 15 % suite aux incertitudes liées à la croissance chinoise. De septembre à novembre, les marchés américains ont connu une reprise de 15 %. Le mois de décembre fut beaucoup plus volatil, notamment en raison des craintes suscitées par la baisse des cours du pétrole. Dans un premier temps, l'effondrement des prix du pétrole et des métaux de base, induit par la baisse de la demande chinoise, a été jugé favorable pour son effet bénéfique sur les marges des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages. Néanmoins, l'ampleur de la baisse et son extrême rapidité ont fragilisé les pays producteurs qui ont été contraints de réduire leurs dépenses d'infrastructures. Ce contexte de commerce international dégradé, d'investissements en panne et de production industrielle au ralenti ont conduit les investisseurs à réduire leurs positions en actions d'où le repli des marchés sur décembre. **Au final, la bourse américaine a clôturé l'année 2015 sur un recul de 2 %. Toutefois, grâce à l'appréciation du dollar face à l'euro, l'investisseur européen a enregistré une performance de l'ordre de 10 %.**

Parmi les grands indices internationaux, **seules les actions japonaises ont réussi à tirer leur épingle du jeu** avec une hausse du Nikkei 225 de 9 % en monnaie locale. Compte tenu de l'appréciation du yen face à l'euro, l'investisseur européen détenteur d'actions du Kabuto-Cho a réalisé **un gain de près de 20 % sur 2015.**

Dans l'ensemble, les gains de change issus de la baisse de l'euro face aux autres devises ont permis à l'épargnant européen de supplanter les contre-performances des bourses mondiales. Pour preuve, en 2015, **l'indice mondial en dollars a régressé de 4,25 % contre une progression de 6,65 % en euros**. Les meilleures performances boursières, calculées en euros, sont à mettre à l'actif de la Jamaïque (+ 91 %), de la Hongrie (+ 48 %), du Danemark (+ 36 %), de l'Irlande (+ 28 %), de la Belgique (+ 22 %), d'Israël (+ 21 %), du Japon et de l'Estonie (+ 20 %), de l'Autriche (+14 %), de la Chine, de l'Italie et du Liban (+ 12 %). Au rang des mauvais élèves, c'est-à-dire ceux qui ont accusé des pertes supérieures à 15 %, figurent la Grèce (- 58 %), le Kazakhstan (- 43 %), la Colombie (- 38 %), le Brésil (- 37 %), l'Ukraine (- 36 %), le Zimbabwe (- 34 %), la Bulgarie (- 28 %), la Turquie (- 26 %), le Pérou (- 25 %), la Serbie (- 23 %), le Ghana (- 22 %), la Pologne et l'Afrique du Sud (- 19 %), le Canada, Bahreïn et la Thaïlande (- 17 %) puis le Sri Lanka et l'Egypte (- 16 %).

**Essayer de prévoir les évolutions boursières n'est jamais un exercice facile** puisque de nombreux paramètres entrent en ligne de compte. La sphère économique est un domaine incontournable puisqu'elle influe directement sur les bénéfices des entreprises et, par conséquent, sur les cours de bourse. Au regard des publications du FMI et de l'OCDE, **il ressort qu'en 2016 la croissance mondiale devrait être de l'ordre de 3,50 %**, soit légèrement plus que les 3 % de 2015. Sans le ralentissement marqué de l'investissement en Chine et la faiblesse de la demande mondiale, la reprise aurait pu être beaucoup plus soutenue. Cette amélioration globale marque néanmoins de profondes disparités : la poursuite de la décélération en Chine avec toutefois une croissance supérieure à 6 %, la stabilité aux USA avec une croissance de 2,50 % et l'accélération en Europe et au Japon avec des taux de croissance respectivement escomptés à 1,50 % et 1 %.

En Europe, les analystes prévoient une croissance des bénéfices des entreprises de l'ordre de 5 % sur 2016 dopée par les effets favorables de la baisse de l'euro face au dollar, du pétrole bon marché et de la politique monétaire ultra expansionniste visant à maintenir les taux d'intérêt à des niveaux proches de 0 %. La croissance mondiale modérée limitera nécessairement la progression du chiffre d'affaires des entreprises ce qui pèsera inévitablement sur les progressions des bénéfices. En raison du renforcement de la compétitivité des entreprises européennes, des valorisations encore raisonnables et des perspectives de fusions-acquisitions dans beaucoup de secteurs, **les analystes tablent sur une progression significative des indices européens pour 2016**. La moyenne des prévisions fait ressortir l'indice CAC 40 au-delà des 5 200 points, soit une progression de l'ordre de 10 % à 15 %. La hausse attendue pour l'Eurostoxx 50, l'indice vedette des valeurs européennes, est du même ordre.

Mi-décembre, le taux directeur américain, inchangé depuis 2009, a été relevé de 0,25 point de base autorisant ainsi une fluctuation des taux courts entre 0,25 % et 0,50 %. Après une très longue période de taux à 0 %, propice à la relance de l'activité aux USA, la Réserve Fédérale a enclenché le cycle de hausse des taux courts. Si les effets de cette mesure sont indéniables sur le dollar qui devrait continuer à s'apprécier face à l'euro, il reste toutefois à appréhender les répercussions sur les actions américaines. S'agissant d'une hausse des taux à court terme, l'impact sur les actions devrait rester limité sauf si la Fed venait à intensifier ce mouvement. La croissance aux USA est anticipée stable sur 2016, mais les perspectives de profits des entreprises américaines, notamment pénalisées par l'appréciation du dollar, sont revues à la baisse. **Dans ce contexte de hausse couplée du dollar et des taux d'intérêt, les actions américaines, à l'image de 2015, ne devraient pas être particulièrement rentables pour les investisseurs**. Et ce d'autant plus que les valorisations sont déjà très élevées avec un PER de 19. Les stratégies ne recommandent donc pas d'investir massivement dans cette zone géographique.

Le Japon devrait, avec la zone Euro, être l'une des rares économies développées à connaître une accélération de la croissance. Fixée à 0,60 % sur 2015, celle-ci devrait dépasser 1 % en 2016. Sous l'effet de la poursuite de la politique monétaire très accommodante, de la hausse des prix de l'immobilier et des salaires, **les actions japonaises devraient s'apprécier sur 2016**, raison pour laquelle les prévisionnistes recommandent d'investir dans ce pays.

Sauf exception telle que l'Inde, **les pays émergents ne doivent pas être surpondérés dans les allocations d'actifs**. Le resserrement de la politique monétaire enclenchée Outre-Atlantique va avoir pour effet d'inciter les investisseurs, en quête de rendements supérieurs, à rapatrier leurs capitaux aux USA. Cette sortie de capitaux devrait engendrer une dépréciation des monnaies des pays émergents ainsi qu'un déficit de leur balance des paiements.

S'il est un sujet sur lequel les experts sont unanimes, c'est celui de **l'accélération de la volatilité en 2016, notamment en raison du découplage des politiques monétaires**. En effet, le resserrement monétaire opéré par la Fed et la Banque d'Angleterre se trouve être en totale opposition avec la politique monétaire très accommodante menée en Europe et au Japon. De ce fait, il est fort probable que chaque publication de statistiques macroéconomiques non conforme aux attentes insuffle des mouvements violents sur les changes et, par là-même, vienne déstabiliser les marchés boursiers. Par exemple, un taux d'inflation plus élevé que prévu aux USA sera synonyme d'accélération de la hausse des taux d'intérêt ce qui aura pour effet de faire monter le dollar mais aussi de faire baisser les actions américaines.

**En conclusion, pour 2016, le consensus des gérants privilégie une nouvelle fois les actions européennes et anticipe de forts pics de volatilité à venir au gré de l'évolution des prix du pétrole, du dollar face à l'euro et de l'ampleur de la hausse des taux aux USA. Seuls les investisseurs sachant faire preuve de sang-froid, au regard des fluctuations erratiques des marchés boursiers, réussiront à tirer leur épingle du jeu en 2016**. Rappelons qu'il est possible de limiter les risques en recourant à l'investissement progressif, technique qui a de fortes chances de retrouver de sa splendeur en 2016. Pour plus de détails, nous vous invitons à relire notre lettre N°242 de septembre 2015.

## PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 décembre 2015

<b>Marchés des Actions</b>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 637,06	-6,47%	8,53%	27,35%	21,87%
PARIS (CAC Mid&Small)	11 053,61	-0,99%	18,17%	62,28%	53,79%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 596,97	-5,74%	9,37%	31,83%	28,43%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 287,98	-6,23%	4,49%	24,74%	17,13%
NEW YORK (Dow Jones)	17 425,03	-1,66%	-2,23%	32,97%	50,51%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	5 007,41	-1,98%	5,73%	65,84%	88,75%
FRANCFORT (Dax Xetra)	10 743,01	-5,62%	9,56%	41,13%	55,38%
LONDRES (FTSE 100)	6 242,32	-1,79%	-4,93%	5,84%	5,80%
TOKYO (Nikkei 225)	19 033,71	-3,61%	9,07%	83,10%	86,08%
MONDE (Msci World) en Euros	157,96	-4,65%	6,65%	42,66%	49,17%

<b>Taux d'intérêt</b>	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,22%	-0,33%	0,08%	0,90%	1,71%
ETATS-UNIS	0,39%	1,26%	1,97%	2,32%	2,70%
ROYAUME-UNI	0,66%	0,65%	1,17%	1,85%	2,52%
JAPON	0,05%	-0,03%	0,03%	0,26%	0,94%

<b>Or et Devises</b>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	31 370 €	-3,12%	-0,73%	-21,97%	-8,36%
NAPOLEON	184,20 €	-3,05%	-1,39%	-23,85%	-11,40%
EURO / DOLLAR	\$ 1,0930	3,48%	-9,80%	-17,17%	-17,53%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,7374	4,94%	-4,84%	-9,30%	-13,92%
EURO / 100 YENS	¥ 131,64	1,22%	-8,71%	15,15%	21,83%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,0821	-0,28%	-10,03%	-10,38%	-13,19%

## CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 décembre 2015

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 169,48 milliards d'euros au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2015
DEFICIT PUBLIC 2014	84,8 milliards d'euros soit 4,0 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2015	2 103,2 milliards d'euros soit 96,9 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,30 % au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2015
PRODUCTION INDUSTRIELLE	- 0,50 % en octobre 2015
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	- 1,10 % en novembre 2015
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 218 euros par mois à compter du 01/01/2016
SMIC	9,67 euros à compter du 01/01/2016
INDICE DES PRIX	+ 0,00 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	- 0,50 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 0,02 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,60 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - [magellanconseil@magellanconseil.fr](mailto:magellanconseil@magellanconseil.fr) - [www.magellanconseil.fr](http://www.magellanconseil.fr)

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311

Référéncée à l'ORIAS sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle N° 2032 T) - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF - Carte de démarchage financier N° 2050880203VB

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152)